

Tourisme

Une thérapie de choc pour revigorer la Vision

• **Les mesures d'urgence pour rallumer les moteurs**

• **Investissements, arrivées, produit, transport aérien, stations balnéaires... Ce qui va vraiment changer**

• **Près de 11 millions de touristes attendus en 2017**

«**ACCÉLÉRER**, opérer des actions rapides et concrètes pour remettre le train en marche». C'est en substance la résolution prise par le département du Tourisme. Les toutes premières évaluations de la Vision 2020, établies par le tandem Sajid-Boutaleb, font état d'un bilan assez critique. «La mise en œuvre de la Vision n'a pas encore démarré. La plupart des actions, et des moyens qui étaient prévus dans le contrat-programme n'ont pas été mis en place. C'est ce qui explique les retards pris dans les principales composantes de la Vision», tient à préciser Lamia Boutaleb, secrétaire d'Etat au Tourisme. La ministre fait allusion aux engagements du contrat-programme notamment l'émergence des territoires, la création des stations balnéaires ou encore le développement de compétences... Ce constat est corroboré par les conclusions d'un rapport du cabinet international Boston Consulting Group (BCG).

Selon le département de tutelle, plusieurs facteurs expliquent les retards pris: une gouvernance qui a montré ses limites, une faiblesse des investissements (IDE), l'éparpillement des efforts et des ressources entre huit territoires touristiques parallèles ainsi que plusieurs chantiers de stations balnéaires lancés simultanément. Une

jour d'hui, c'est un exploit que l'on ait pu maintenir le nombre des arrivées à 10 millions», fait valoir Lamia Boutaleb. D'ici la fin de l'année, la tutelle table sur près de 11 millions de touristes. Ce qui n'est pas rien au regard de la conjoncture, du contexte régional... mais cela reste loin des objectifs fixés. Logiquement, le Maroc devrait en-

atouts du secteur. Ce plan d'urgence passe par la redynamisation de moteurs tels que Marrakech et Agadir, qui absorbent près de 60% des arrivées au Maroc. «L'idée est de redynamiser les moteurs nationaux dans les 6 à 12 mois prochains», annonce la ministre. Le plan d'urgence consiste aussi à adopter une démarche cohérente pour ac-

compagner les projets structurants engagés par ordre de priorité. Bien évidemment, les stations balnéaires du plan Azur (Saïdia, Lixus, Mazagan, Taghazout...) sont au cœur des priorités. Sur ce registre, il a été décidé de commencer par régler les problèmes accumulés dans les différentes stations, accompagner les promoteurs pour pouvoir trouver des solutions au cas par cas. Pour relancer l'investissement, des concertations sont prévues avec l'Anit (Association nationale des investisseurs). D'ailleurs, le plan d'urgence prévoit plusieurs pistes qui s'articulent autour de la mise en place d'un code d'investissement touristique, ou encore le fonds Hassan II pour accompagner les projets structurants.

Sur le transport aérien, l'enjeu est d'accorder les violons, en optimisant les synergies avec le tourisme et l'aviation civile. Ce qui passe par un comité directeur qui compte des représentants de la RAM, de l'ONDA, l'ONMT, la Smit... C'est d'ailleurs ce même comité qui planchera sur la mise en œuvre de la Vision, confie Lamia Boutaleb.

Sur le chantier du classement des hôtels, il y a la nouvelle loi 80-14 promulguée en 2015. Fort de cette loi, le secteur hôtelier passe en plus d'une évaluation qui repose sur les infrastructures de base à des critères liés plus qualitatifs (service, ressources, hygiène, confort, bien-être...). «C'est un chantier très important puisqu'il dicte un changement de mentalités», estime la ministre.

Pour attirer des touristes plus exigeants et qui dépensent plus, il a été décidé d'injecter du qualitatif dans les principales destinations du Maroc (Marrakech, Agadir, Fès, Tanger, Rabat...) Un travail de fond sera mené auprès du produit des principales villes. □

Amin RBOUB



Le PIB touristique direct par territoire

En millions de DH

Territoire touristique	2010	2015	2020
Cap Nord	6.938	14.161	20.786
Maroc Méditerranée	2.848	5.110	7.209
Centre Atlantique	15.461	21.617	29.166
Maroc Centre	7.265	10.364	20.941
Marrakech Atlantique	13.108	19.573	26.954
Atlas Vallées	5.571	8.322	13.109
Souss Sahara Atlantique	8.517	13.737	29.428
Grand Sud Atlantique	192	608	924
Maroc	59.900	93.493	148.518

Source: Ministère du Tourisme

N'eussent été la conjoncture et le contexte géopolitique ou encore les erreurs de pilotage et la gouvernance inappropriée, la destination Maroc devait augmenter de 2% la part du PIB touristique dans le PIB national pour atteindre 150 milliards de DH en 2020 contre 64 milliards en 2016. Ces objectifs seront réajustés compte tenu de la non-réalisation de certains éléments fondamentaux de la Vision

registrer en 2017 au moins une quinzaine de millions d'arrivées, sachant que l'objectif de la Vision était autour de 20 millions à l'horizon 2020. «Nous n'avons pas su capter le potentiel d'une bonne partie du repli des touristes dans la région», regrette la ministre. En tout et pour tout, la destination Maroc aurait dû capter une bonne partie de ce repli régional (Tunisie, Egypte, Turquie...) estimé à quelque 6,5 millions de touristes. Sur le retard pris dans le déploiement de la Vision, la ministre a un tout autre avis: «Aujourd'hui, on ne peut même pas considérer que l'on est en retard puisque la

compagner les projets structurants engagés par ordre de priorité.

Bien évidemment, les stations balnéaires du plan Azur (Saïdia, Lixus, Mazagan, Taghazout...) sont au cœur des priorités. Sur ce registre, il a été décidé de commencer par régler les problèmes accumulés dans les

Financement bancaire: Frilosité

DANS un contexte de morosité et de faiblesse des investissements, les banques ont réduit la voilure, voire arrêté le financement de pas mal de projets dans le tourisme-hôtellerie. Aujourd'hui, l'idée est d'opérer une refonte avec le redimensionnement d'un fonds de garantie, pour les financements bancaires dédiés aux projets touristiques. Le FMDT, devenu Itmar, cherche à investir dans le secteur avec des fonds conséquents. Mais l'objectif d'Itmar est de jouer le rôle de catalyseur de sorte à ne pas dépasser les 25% du montant global de l'investissement. □

station balnéaire prend en moyenne 30 ans avant de devenir opérationnelle à 100%. S'y ajoutent des facteurs exogènes liés à la conjoncture économique, au contexte géopolitique et aux mutations du business du tourisme, à la digitalisation, ubérisation... Bref, un nouveau modèle économique qui a accentué les concurrences tous azimuts et impacté les choix avec moins de revenus et une compression des marges. «Au-

mise en œuvre n'a pas vraiment démarré», insiste la ministre Rniste. Pour elle, «il va falloir ajuster les chiffres parce que la Vision a été conçue dans un contexte. Or, le contexte a complètement changé».

Face à cette situation, la tutelle compte bientôt lancer un plan d'accélération, avec une série de mesures pour traiter les urgences, rétablir la confiance, ajuster des objectifs, consolider les acquis et préserver les